



AMBASSADE DE SUISSE
AU MEXIQUE
381.0.-PA/an

MEXICO 6, D. F., le 6 mai 1968
Hamburgo 66, 5^e piso
Téléphone: 33-07-35
Adresse postale: Apartado 1027, Mexico 1, D. F.
Adresse télégraphique: AMBASUISSE

CONFIDENTIELLE

Monsieur Willy Spühler
Président de la Confédération

B e r n e

Rapport politique No 2

Les Grandes Antilles à l'ombre
des Etats-Unis.

an								a/a
Detum								
Visa								
EPD		19. JULI 1968						
Ref. p. A. 21. 31.		Mexico						

Monsieur le Président de la Confédération,

La présentation des Lettres de créance de l'Am-
bassadeur du Conseil fédéral dans les trois pays des Antilles
où il est accrédité, le font passer, en moins d'un mois, dans
trois mondes entièrement différents qui gardent la marque in-
délébile des Puissances qui les ont occupés en dernier lieu.

De la Jamaïque, où plus la couleur de la peau est
foncée plus le langage est oxfordien, à la République Domini-
caine où, en pleine atmosphère hispanique, on vénère le palais
de Christophe Colomb comme un monument national, à Haïti enfin
où l'on se trouve soudain dans une France de début du siècle,
c'est pour le visiteur, à chaque fois, un nouveau dépaysement.
Trois pays insulaires, dont les capitales sont à 35 minutes d'
avion-jet l'une de l'autre et pourtant si profondément diffé-
rents.

L'observateur qui aborde pour la première fois ces
rivages est cependant très vite frappé, à travers ces différen-
ces, par un dénominateur commun: la grande ombre du gigantesque
voisin Américain qui plane, protectrice ou menaçante, sur tou-
tes ces îles des Caraïbes qui baignent dans ce Mare Nostrum par
excellence des Etats-Unis.

./.



- 2 -

Le dépit et l'inquiétude de Washington d'avoir vu la plus grande et la perle de ces îles lui échapper dictent toute la politique américaine dans la région. La révolution cubaine, plus encore qu'une menace potentielle directe pour l'hémisphère Nord et Sud, est surtout un mauvais exemple dont la contagion doit, aux yeux de la Maison Blanche, être évitée à tout prix, en particulier pour les îles voisines.

Pour ce faire, Washington dépense beaucoup et dépensera toujours plus dans cet archipel: achat de matières premières à des prix préférentiels, coopération technique, prêts directs ou par l'intermédiaire d'Organismes internationaux, assistance alimentaire et militaire, innombrables bourses d'études. Ceci tout au moins pour la Jamaïque et la République Dominicaine car Haïti constitue un cas particulier qui sera examiné plus loin.

C'est sous cet aspect politique général que j'aborde de la situation particulière des trois pays en question.

Jamaïque

La récente indépendance de ce pays (1962) lui vaut encore une administration bien organisée et relativement honnête. Les bonnes manières anglaises y règnent non seulement quant aux formes extérieures mais aussi quant à la marche des rouages de l'Etat. Le budget (102 millions de Livres sterling) est établi conformément à l'orthodoxie financière et le Gouvernement en consacre presque un tiers à des efforts de développement général, plus particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, des voies de communication et de la lutte contre le chômage. Il en résulte un climat de confiance qui engage les entreprises étrangères à investir en Jamaïque; - à titre d'exemple, Brown Boveri est en train de construire à Kingston, pour le compte

./.

- 3 -

d'une entreprise américaine, une installation thermique pour le traitement de la bauxite d'une valeur de plus de 10 millions de dollars - .

Sur le plan de la politique intérieure, le climat est relativement calme. Le parti au pouvoir, Jamaïcan Labour Party, dispose de 33 sièges au Parlement contre 20 au parti d'opposition, dit People's National Party. Le premier de ces partis poursuit une politique extérieure favorable à l'Occident; le second, s'il arrivait au pouvoir, voudrait expulser la minorité blanche subsistant en Jamaïque et prendrait un virage dont on pense qu'il inclinerait nettement en direction du communisme.

Le Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères, l'Hon. Hugh Shaerer, qui a accédé à ces fonctions il y a un an, semble s'affirmer et bien dominer la situation toujours mouvante que l'on rencontre dans un pays en voie de développement.

En résumé, on peut conclure que des trois pays considérés par ce rapport, la Jamaïque est incontestablement le plus stable sur le plan politique et celui en meilleure voie de développement économique et social. Cette Ile ne cause donc, pour le moment, guère d'inquiétude politique à Washington malgré son très proche voisinage d'avec Cuba.

La République Dominicaine

Les troubles politiques de 1965 ont amené le débarquement des "Marines" qui souleva tant d'indignation et de protestations dans le sud de l'hémisphère américain. Les Marines sont partis mais, depuis lors, la République est "américanisée" en ce sens qu'elle ne peut économiquement subsister que grâce aux Etats-Unis. La presque totalité de la récolte sucrière est achetée par Washington à raison de 600'000 tonnes par an au prix préférentiel de plus de 7 cents la livre alors que le prix mondial se situe autour de 2 cents.

./.

- 4 -

L'Ambassadeur des Etats-Unis, accompagné de plusieurs collaborateurs, se réunit périodiquement avec le Président Balaguer entouré de ses Ministres et l'on décide de ce qui pourra ou ne pourra pas être fait: telle route, tel barrage, telle école. C'est, si je puis employer cette expression, le néo-colonialisme par excellence, mais cette fois il est américain.

Des entreprises, essentiellement américaines, s'installent et prospèrent. Le Peso dominicain est à la parité du dollar et depuis le porteur à l'aérodrome jusqu'à l'hôtel et dans les magasins, tout est facturé en dollars. A première vue, pour l'observateur de passage, l'argent semble facile et se dépense à pleines mains, du moins pour ceux qui ont des terres, des industries ou des commerces. Le contraste entre cette richesse assez provocante et la population que l'on observe dans la rue - dans la capitale déjà mais plus encore lorsque l'on roule quelques kilomètres hors de ville - ne peut échapper à l'observateur: misère des vêtements, visages sombres, voire hostiles.

La situation politique intérieure est extrêmement trouble. L'Université, affirment les observateurs sur place, est communiste par la grande majorité de ses Professeurs et de ses étudiants. L'armée doit constamment y intervenir pour rétablir l'ordre; elle y découvre, ou prétend y découvrir, des dépôts d'armes.

Par ailleurs, les chefs politiques réfugiés à l'étranger font peser une menace latente constante que la presse locale ne peut taire: le Colonel Caamaño (qualifié d'extrême gauche) qui était exilé à Londres comme Attaché militaire, a subitement disparu de son poste et personne ne sait aujourd'hui s'il se trouve à Cuba, en Chine, au Vietnam du Nord ou ailleurs encore mais chacun est d'avis qu'il prépare "quelque chose":

./.

- 5 -

débarquement ou coup d'Etat intérieur. Il en est de même du Général Wessin (extrême droite) dont on ne sait pas non plus où il se trouve, pour ne pas parler de l'ex-Président Juan Bosch réfugié en Espagne. Le climat politique est ainsi très lourd.

Mais toute cette agitation se révèle - selon les observateurs sur place - en définitive assez peu menaçante car les Etats-Unis sont là, économiquement, et seront là, militairement, si des troubles graves venaient à éclater. Il m'a notamment été dit que des ententes auraient déjà été conclues entre Washington et Rio de Janeiro pour que ce soient, en cas de nécessité, des soldats brésiliens qui débarquent plutôt que des Marines. L'aventure cubaine a été une leçon trop cuisante pour la Maison Blanche et elle ne doit pas se répéter ailleurs. C'est ce qui rassure le Gouvernement du Président Balaguer et ceux qui bénéficient du régime actuel.

L'observateur, lui, quitte ce volcan qui gronde avec un sentiment de réel malaise tout en devant admettre que si l'éruption venait à se produire, les "sauveteurs" américains seraient rapidement là.

H a ï t i

La République d'Haïti présente le paradoxe d'avoir été le premier Etat souverain d'Amérique après les Etats-Unis - son indépendance remonte à 1804 - et d'être demeurée sans conteste le pays le moins évolué de l'hémisphère. A deux heures de vol à peine de Miami, Haïti constitue un îlot de misère et de sous-développement qui ne peut s'expliquer que par la brutalité et la corruption qui ont de tout temps, depuis l'indépendance, caractérisé sa vie politique.

./.

- 6 -

Considéré à la lumière de l'histoire d'Haïti, le régime Duvalier est bien dans la tradition, encore aggravée toutefois. Le Président Duvalier, médecin de campagne politiquement inconnu jusqu'en 1957, est arrivé cette année là au pouvoir grâce à l'appui américain. Son régime, présenté d'abord comme la revanche des humbles sur les puissants, des noirs sur les mulâtres, s'est rapidement transformé en une dictature personnelle appuyée sur la terreur.

Dès la première année de son mandat, Duvalier a dû faire face à une tentative de coup d'Etat dirigée par des officiers de l'armée; il a réagi en créant la milice des Tontons Macoutes qui a depuis lors totalement supplanté l'armée. Quelques autres tentatives de révolte lui ont fourni l'occasion, avec sa milice, de supprimer quiconque manifestait le moindre désaccord avec son régime (le chiffre des exécutés sous le règne Duvalier est évalué par les observateurs résidents à quelques 5000 personnes). Les opposants qui ont pu échapper à cette hécatombe se sont réfugiés à l'étranger, principalement aux Etats-Unis, par dizaines de milliers. L'opposition dans le pays est donc écrasée ou, s'il en subsiste une, complètement terrorisée. Lors de mon séjour à Port-au-Prince, l'Ambassade du Brésil hébergeait une vingtaine d'asiliés, celle du Mexique et quelques autres Missions sud-américaines en abritaient également.

Cette manière sanglante de gouverner n'a pas plû à Washington qui d'autre part n'a pas obtenu de Duvalier qu'il élimine de son Gouvernement les éléments les plus prévaricateurs et corrompus. D'où, dès 1962, cessation complète de toute aide américaine (si ce n'est deux millions de dollars par an pour une aide en nature et la lutte contre la malaria) avec la conséquence que tous les Organismes internationaux dans lesquels les Etats-Unis ont une influence prépondérante, FMI, BID, etc.,

./.

- 7 -

ont également cessé leur aide. Les effets de cet ostracisme se font durement sentir tant pour la misérable population haïtienne que pour le Gouvernement.

Pourquoi dès lors les Etats-Unis n'ont-ils pas encore fait tomber Duvalier alors que - ainsi que le prétendent des observateurs sur place - cela leur serait chose possible? La réponse paraît être celle-ci: Duvalier maintient l'ordre en Haïti et y donne la chasse aux communistes. Au regard de tous les autres problèmes auxquels Washington doit faire face, le "cas Haïti" doit, pour le moment, être neutralisé. En d'autres termes, les Etats-Unis estiment que le maintien du régime actuel doit être considéré comme un moindre mal du moment que les investissements américains dans ce pays (60 millions de dollars) ne sont pas menacés et que la perspective d'installer de meilleures équipes au pouvoir demeure éloignée.

Cette politique ambiguë des Etats-Unis en Haïti y crée une situation dont il est extrêmement malaisé de prévoir les développements. Les éléments d'appréciation que j'ai recueillis à Port-au-Prince sont tout à fait contradictoires. Certains observateurs estiment que la situation actuelle ne saurait se prolonger beaucoup plus longtemps car la politique américaine qui laisse délibérément s'accroître la misère d'une population toute voisine de Cuba est périlleuse. D'autres, en revanche, sont d'avis que le statu quo peut encore durer: Duvalier maintient fermement l'ordre et la population haïtienne est accoutumée à son misérable niveau de vie; elle ne serait pas prête à se révolter. Si j'ai personnellement tendance à partager la première opinion, je dois toutefois admettre que la seconde n'est pas sans fondement. Tout pronostic serait dès lors par trop hasardeux et je m'en abstiens.

Pour sa part, le Président Duvalier m'a déclaré que la période de consolidation de son régime est terminée et

./.

- 8 -

qu'il entreprenait maintenant la phase constructive. A l'exception de l'aérodrome et de l'aérogare de Port-au-Prince qui ont été terminés l'année dernière - et dont le Président est très fier - rien de ce que j'ai vu et constaté à Port-au-Prince ne m'a démontré un autre début de réalisation dans quel domaine que ce soit. Bien au contraire, tout va en se dégradant: administration, services publics, commerce extérieur, voies de communication, écoles.

S'il convient de s'abstenir d'un pronostic, on peut en revanche admettre que, quels que puissent être les prochains développements politiques intérieurs en Haïti, les Etats-Unis resteront maîtres de la situation et cela avec ou sans Duvalier. Si, à la suite d'un attentat contre le "Président à vie", des troubles graves venaient à éclater - on doit craindre les pires règlements de compte après tant d'années de terreur policière - Washington interviendra. La base navale de Guantanamo est à quelques brasses de mer de cette malheureuse République noire qui sait si mal se gouverner et s'administrer malgré ses cent soixante ans d'indépendance.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse :

PS) Mon séjour à Port-au-Prince a été fortement conditionné par le fait que j'avais été chargé par la Division du Commerce d'examiner à l'intention de l'Exportrisikogarantie les sécurités que le Gouvernement haïtien peut offrir pour le payement d'une usine hydro-électrique à construire par Brown Boveri, pour un montant de 32 millions de francs. Le Président Duvalier

./.

- 9 -

le savait. C'est ainsi qu'il m'a reçu pour la présentation de mes Lettres de créance le lendemain de mon arrivée. Cela ne s'était jamais vu depuis dix ans qu'il est au pouvoir, sa coutume étant de toujours faire attendre un nouvel Ambassadeur au moins trois semaines.

La Division des Affaires politiques a été informée des divers aspects de cette mission spéciale par les copies de mes rapports à la Division du Commerce des 8 et 19 avril.